

Transferts de fonds: migration Nord-Sud, outil pour la réduction de la pauvreté

Une personne sur dix dans le monde bénéficie des transferts de fonds effectués par les migrants du Nord vers le Sud: cela représente près du double de la totalité de l'aide publique au développement. La Suisse est le 4e pays expéditeur

Après avoir longtemps ignoré le phénomène, l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI se sont soudainement intéressés aux envois de fonds des migrants («remittances») et ont multiplié les rapports et études sur le sujet. Ces envois concernent généralement un migrant établi au Nord et un ménage resté au Sud, et peuvent prendre des formes très variées: envoi unique de quelques dizaines de francs à un parent, financement d'une entreprise locale, achat d'une maison grâce aux capitaux épargnés durant la migration, ou rapatriement des économies lors du retour au pays. Le plus souvent, il s'agit de transferts réguliers, mensuels ou bimensuels, de quelques centaines de francs.

Ensemble, les chiffres disponibles donnent le vertige: le FMI estime à 126 milliards de dollars les envois de fonds privés en direction des pays en

Le caractère contracyclique des transferts (ils augmentent en phase de ralentissement conjoncturel ou de crise dans le pays bénéficiaire) est déterminant

développement en 2004, tandis que la Banque mondiale articule pour 2005 le chiffre de 167 milliards de dollars. Ces montants, qui concernent uniquement les transferts du Nord au Sud circulant par des canaux formels, constituent près du double du montant total de l'aide publique au développement. Au total, 12.5 millions de migrants et 500 millions de bénéficiaires sont concernés, soit une personne sur dix dans le monde. Dans certains pays, les montants reçus par les ménages dépassent les investissements directs étrangers, voire même les revenus de l'exportation. Les envois peuvent représenter plus de 1.5% du PNB dans des pays en transition tels le Nicaragua, la Bosnie-Herzégovine ou l'Albanie.

La Suisse serait le quatrième pays expéditeur, avec 9 milliards de dollars annuels sortant du pays (soit environ 7000 francs par personnes de nationalité étrangère). Ce chiffre élevé s'explique en partie pas la prévoyance professionnelle rapatriée par les migrants quittant la Suisse. Il cache une grande diversité de situations entre les collectivités migrantes que les données disponibles ne permettent pas d'appréhender. Les autorités Fédérales, tout en suggérant le rejet d'un postulat portant sur les frais bancaires associés aux transferts (1), organisent actuellement une enquête qui pourrait donner des informations utiles sur le sujet.

En constante augmentation - ils s'accroissent



Philippe Wannier

Professeur
au Laboratoire
de démographie
et d'études
familiales
à l'Université
de Genève

plus vite que les **flux migratoires**, **signe d'un passage progressif d'une migration individuelle à une migration familiale** répondant à une stratégie de **survie** – les envois de fonds présentent l'avantage **d'être très peu** influencés par les crises économiques. Au contraire, leur caractère **contracyclique** – ils augmentent en phase de ralentissement conjoncturel ou de crise dans le **pays bénéficiaire** – est déterminant. Alors que l'aide publique au développement et les investissements étrangers dans les **pays en voie de développement** stagnent depuis le milieu de la **décennie 1990**, les envois de fonds jouent un rôle croissant dans la **lutte contre la pauvreté**.

D'ailleurs, l'intérêt de la **communauté internationale** se focalise **sur le rôle de ces transferts** sur la **réduction de la pauvreté**. Même s'ils ont des coûts sociaux importants (familles **disloquées** suite à la migration, **sacrifices** dans le pays d'accueil pour épargner), les **envois des migrants à leurs familles** présentent l'avantage de s'effectuer entre particuliers, et atteignent directement des ménages. Ils «**arrosent**» largement les populations autochtones, alors que les programmes d'assistance peinent à toucher l'ensemble des populations ou sont sujets à **des risques de détournements**.

Une étude en Albanie a même montré que les **bénéficiaires de ces transferts** se recrutent dans les **couches sociales inférieures** (2). Pour cette raison, les **envois** ne provoqueraient pas seulement un recul sensible de la pauvreté dans les **régions bénéficiaires**, mais pourraient également **réduire** les inégalités sociales.

Résultant de **décisions individuelles ou familiales**, facultatives et rationnelles, les **envois de fonds** présentent donc une nature **très différente** de l'aide au développement, organisée à l'échelle des Etats ou des ONG. Ce caractère individuel et **privé** pourrait cependant s'atténuer suite à la **volonté, exprimée** par différents milieux, de diriger ces envois vers des secteurs **utiles** aux sociétés **concernées**.

En effet, les montants **reçus de migrants** servent essentiellement, dans les **ménages bénéficiaires**, à l'**achat de biens de consommation**. Au total, les dépenses des **ménages**, y compris l'éducation, consomment quelque 90% de ces envois. De **nombreuses voix** relèvent que cet argent pourrait mieux servir au développement des économies, par **exemple** en finançant des **entreprises individuelles** ou en **garantissant des crédits**. Les **organismes internationaux** font cependant preuve de naïveté en supposant qu'il **soit possible** d'orienter les comportements des bénéficiaires.

Par rapport à **cette question**, la Banque mondiale a d'ailleurs mis en garde **contre** des **mesures** visant à diriger les envois de fonds vers des secteurs particuliers ou à **taxer ces revenus** (3). Les tentatives effec-

tuées à ce jour ont **d'ailleurs** en majorité échoué. Le même organisme a en outre combattu l'idée selon laquelle ces envois pourraient être un substitut à l'aide au développement ou **qu'ils** devraient être **comptabilisés en tant que tels**. Au contraire, les aides publiques et les envois **sont** complémentaires, les premières contribuant à établir **un contexte favorable** pour une utilisation productive des seconds.

Sides interventions sont **souhaitées**, elles devraient **plutôt se consacrer** aux coûts des **transactions financières**. Ceux-ci pénalisent les migrants, en même temps qu'ils autorisent **des bénéfiques** faramineux **aux institutions financières** sur le marché. **Les** frais exorbitants pour des transferts provoquent l'émergence de canaux **informels** (**agences de voyages, particuliers rentrant au pays**), **présentant des risques parfois élevés** (sécurité des convoyeurs, disparition de l'argent, etc.).

Différentes études montrent que l'intérêt principal des migrants est de pouvoir faire parvenir les fonds rapidement. Les banques du **Nord** ne disposent cependant pas des infrastructures dans les pays du **Sud** permettant de répondre à ce critère. Pour cette raison, l'autorisation pour les banques du Sud **d'ouvrir** des succursales dans les **pays industrialisés** et la **régularisation** d'agences informelles pourraient améliorer la situation et créer une **concurrence** face aux organismes financiers, tel **Western Union**, aux coûts élevés.

Mais surtout, l'apport **avéré** de ces **envois** sur les conditions économiques des **ménages** bénéficiaires interroge sur le rôle de la migration **comme** moteur de l'aide au développement et de la réduction de la pauvreté. Une approche théorique récente suggère que les ménages utilisent la migration de certains de leurs membres comme **une** stratégie **pour améliorer** leurs conditions de vie par les envois; **ceux-ci** sont les **plus importants** après **cinq à dix ans** de résidence **dans** le pays d'accueil: à ce moment, les **migrants** sont intégrés **au marché du travail**, et conservent encore des liens étroits **avec** le pays d'origine.

Dès lors, **ne serait-ce pas dans la** reconnaissance et la facilitation des **flux** migratoires, en particulier des **flux** migratoires temporaires, que l'intérêt devrait être porté?

(1) *Postulat Sommaruga déposé au Conseil nationale le 4 octobre 2005.*

(2) *Lerch M., Wanner P.: «Transferts de fonds des migrants albanais, facteurs influençant leur réception», Neuchâtel, SFM.*

(3) *Banque mondiale, «Global Economic Prospects 2006», Washington.*